

Avis adopté à la séance plénière du 7 juillet 2020

## Génération nouvelles : construire les solidarités de demain

### Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

*Génération nouvelles : construire les solidarités de demain*, voilà un titre plein d'ambition, et bienvenu dans le contexte sanitaire et social actuel où le terme construction prend une dimension nouvelle. Plus juste socialement, cette construction doit répondre aux défis démocratiques et environnementaux. Elle doit aussi pleinement inclure les jeunes, car le monde d'après doit avant tout être construit pour et avec elles.eux.

Cela requiert des changements profonds, des changements structurels de grande ampleur. Et cette saisine, intervenant au cœur d'une crise exceptionnelle, aurait pu en être l'impulsion.

Toutefois, si nous saluons le dialogue au sein de la commission temporaire, nous regrettons de nous être trop souvent contenté.e.s du plus petit dénominateur commun.

Cela a abouti à des préconisations trop peu concrètes. Les préconisations méritaient d'être plus ambitieuses à commencer par celle portant sur la fiscalité du capital et du patrimoine. Ce regret se porte aussi sur les préconisations traitant des écarts de revenus dans les entreprises ou encore de l'égalité femmes-hommes.

Concernant le parcours d'accompagnement des jeunes vers l'insertion, le groupe regrette que la confusion demeure quant à la nature de la garantie jeune, qui rappelons-le, n'est pas un minima social. Confusion qui n'a pas permis d'aller plus loin dans l'amélioration de ce dispositif. Nous aurions notamment aimé qu'il soit mis fin à la limite de durée d'un an renouvelable, qui empêche sa pleine efficacité.

Pour autant, plusieurs préconisations de cet avis sont essentielles et doivent être entendues de manière urgente par les pouvoirs publics.

Tout d'abord nous saluons la préconisation qui appelle à l'ouverture des minima sociaux pour les moins de 25 ans, et qui encourage à la création du revenu minimum social garanti. L'enjeu est réel à l'heure où les jeunes sont les premier.ère.s touché.e.s par les conséquences de la crise économique et sanitaire.

Il en va de même pour la question du logement, levier vers l'autonomie mais qui constitue un budget écrasant pour les jeunes et les foyers modestes. Du développement des offices fonciers solidaires à la revalorisation des APL, les préconisations sont fortes et vont dans le bon sens.

Enfin, comment parler de cet avis sans faire mention de la participation citoyenne !

Il nous faut avant tout saluer les citoyens et les citoyennes pour leur travail et leur forte implication. La richesse de nos échanges a démontré une nouvelle fois la force que constitue leur participation aux productions du CESE. Et ce malgré le travail à distance qui a rendu l'exercice plus difficile.

Mais le déroulement des débats souligne aussi l'ampleur du travail qu'il reste à accomplir pour que soit reconnue la valeur et la capacité de chacun et chacune à s'exprimer, proposer et participer aux choix politiques afin de rendre possible une véritable co-construction plaçant citoyen.ne.s et conseiller.ère.s sur un pied d'égalité.

Malgré les réserves exprimées, le groupe a voté favorablement l'avis.